



## **Allocution prononcée par le Secrétaire général à l'occasion de la Journée internationale de la femme**

Le 8 mars 2006

C'est avec un vif plaisir que je me joins à vous pour célébrer une journée spéciale entre toutes pour les femmes et les hommes du monde entier. Mais d'abord, je veux vous remercier d'être ici aujourd'hui, et je souhaite chaleureusement la bienvenue aux membres de notre panel venus célébrer cet événement avec nous.

Le thème choisi cette année pour la Journée internationale de la femme – le rôle des femmes dans les prises de décisions – est au cœur de la promotion de la femme à travers le monde tout comme il est essentiel au progrès de l'humanité tout entière.

Comme nous le dit la Déclaration de Beijing, « le renforcement du pouvoir d'action des femmes et leur pleine participation sur un pied d'égalité à tous les domaines de la vie sociale, y compris aux prises de décisions, et leur accès au pouvoir, sont des conditions essentielles à l'égalité, au développement et à la paix ».

Plus de 10 années se sont écoulées depuis la Déclaration de Beijing, et nous avons encore beaucoup à faire pour que la moitié de la population mondiale occupe la place qui lui revient dans la prise de décisions au niveau mondial.

Heureusement, la communauté internationale commence enfin à comprendre une notion fondamentale : les femmes sont tout autant concernées que n'importe quel homme par les défis auxquels l'humanité doit faire face au XXI<sup>e</sup> siècle, en matière de développement économique et social comme en matière de paix et de sécurité. Souvent, elles sont davantage concernées. Il est donc juste et nécessaire que les femmes participent à la prise de décisions dans tous les domaines, à forces égales et en nombre égal.

Le monde commence aussi à comprendre qu'il n'y a pas de politiques plus efficaces pour garantir le progrès que celles qui renforcent le pouvoir d'action des femmes et des filles. D'innombrables études nous montrent qu'aucune politique n'est plus à même d'augmenter la productivité d'une économie ou de réduire la mortalité infantile et maternelle. Aucune politique n'est plus à même d'améliorer la nutrition et la santé publique, y compris du point de vue de la prévention du sida. Aucune politique n'offre à la prochaine génération de meilleures perspectives d'accès à l'école. J'irai même jusqu'à dire qu'il n'y a pas meilleure politique pour prévenir les conflits ou parvenir à la réconciliation après un conflit.

Les dirigeants du monde entier ont proclamé une nouvelle fois ces principes au Sommet mondial de 2005. Dans le Document final du Sommet, ils ont déclaré que « ce qui est un progrès pour les femmes est un progrès pour tous ».

Nous avons certainement des raisons de célébrer. En janvier de cette année, la proportion de femmes dans les parlements nationaux a atteint un nouveau record à

l'échelle planétaire. Une récente série d'élections et de réélections aux fonctions les plus élevées de l'État ont fait progresser de 30 % la représentation des femmes à ce niveau. On compte actuellement 11 femmes chefs d'État ou de gouvernement, réparties sur tous les continents. Et trois pays (le Chili, l'Espagne et la Suède) sont dirigés par des gouvernements qui comptent un nombre égal d'hommes et de femmes.

Ici même, au Secrétariat de l'ONU, nous avons aussi fait des progrès. Il y a un quart de siècle, lorsque nous avons célébré pour la première fois la Journée internationale de la femme, la proportion de femmes à des postes des classes D-1 et supérieures était inférieure à 4 %. Aujourd'hui, elle est de 26 %. Cela ne m'empêche pas d'être le premier à admettre que les progrès accomplis vers la parité des sexes à l'ONU sont loin d'être ce qu'ils devraient être.

De toute évidence, nous avons encore beaucoup, beaucoup de chemin à faire, tant à l'ONU que dans le reste du monde.

Au plan national, les femmes restent gravement sous-représentées aux échelons les plus élevés de la prise de décisions. Au rythme où nous allons actuellement, il nous faudra attendre 2025 pour atteindre une moyenne de 30 % de femmes dans les parlements, et 2040 pour atteindre la parité.

À l'ONU même, nous devons faire beaucoup plus pour attirer des femmes de talent à nos postes de décision, notamment en faisant mieux connaître nos besoins aux gouvernements, à la société civile, aux associations professionnelles et au monde universitaire. Quant aux femmes qui ont déjà rejoint nos rangs, nous devons veiller à les conserver et à les motiver, en améliorant nos procédures internes en matière de mobilité, de formation professionnelle et de gestion de carrière, tant au Siège qu'à l'extérieur.

Gardons à l'esprit que dans certains pays, l'augmentation du nombre des femmes dans les instances de prise de décisions ne s'est pas faite toute seule. Elle est souvent le résultat d'initiatives institutionnelles et électorales, telles que l'adoption d'objectifs et de quotas, ou le fruit de l'engagement des partis politiques et d'une mobilisation soutenue. Elle est également le fruit de mesures ciblées et concertées visant à améliorer l'équilibre entre vie familiale et travail.

Ce sont là des enseignements que nous devons prendre très au sérieux ici, aux Nations Unies.

Je crois aussi que le succès éclatant remporté par des femmes à des élections présidentielles au cours des 12 derniers mois porte avec lui un message très clair : **le monde est prêt à ce qu'une femme devienne Secrétaire générale de l'Organisation des Nations Unies. Je vais avoir tous mes collègues masculins sur le dos, mais tant pis.**

Mes amies, je participe aujourd'hui à ma dernière Journée internationale de la femme comme Secrétaire général. Je voudrais croire que, lorsque je quitterai l'ONU, je laisserai derrière moi une organisation non seulement plus dynamique en soi, mais aussi plus dynamique pour ce qui est de renforcer le pouvoir de la moitié de la population mondiale, je veux dire les femmes, et de répondre à leurs besoins. Je voudrais croire que les réformes que j'ai lancées comme Secrétaire général ouvriront un champ nouveau à la participation des femmes et aideront à améliorer la vie de nos sœurs dans le monde entier.

Toutes les dimensions de notre action devraient être une source de pouvoir pour les femmes, que nous soyons occupés à renforcer nos mécanismes de défense des droits de l'homme, à formuler une stratégie globale contre le terrorisme, à mettre sur pied une Commission de consolidation de la paix ou à soutenir les efforts du nouveau groupe de haut niveau chargé d'étudier les moyens de renforcer la cohérence et l'efficacité de l'action du système des Nations Unies au service du développement, de l'aide humanitaire et de l'environnement dans le monde.

**Et en ce qui me concerne, lorsque je quitterai mes fonctions actuelles, je n'abandonnerai pas la cause. Ma femme Nane et moi-même avons l'intention de consacrer une bonne partie de notre temps à promouvoir l'éducation des femmes et des filles.**

**Je suis convaincu que, tous ensemble, nous parviendrons à créer des partenariats dans toutes les nations, comme au sein des Nations Unies. Nous avons déjà créé des partenariats avec les gouvernements, la société civile, les fondations et les universités, et nous devons les renforcer encore. J'ai énormément apprécié votre soutien et votre solidarité ces 10 dernières années, et je vous engage à continuer à faire preuve d'autant de courage et de détermination dans les années qui viennent.**

Merci beaucoup.